

La note de Conjoncture de la CAPEB

LA LETTRE
D'INFORMATION
HEBDOMADAIRE
DU RÉSEAU

Conjoncture du
2^e trimestre 2020

Juillet 2020

Mémo
2^e trim.
2020

Activité
globale

↘ -24%

Neuf

↘ -22%

Entretien-
Rénovation

↘ -25%

POINT SUR
LE COVID 19
en page 12

EN SYNTHÈSE

BAISSE HISTORIQUE DE L'ACTIVITÉ DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Après la chute brutale en fin de premier trimestre (-12%) occasionnée par les mesures de confinement, l'activité de l'artisanat du bâtiment s'effondre au 2^e trimestre avec un recul de 24% en volume. Les effets du confinement ont perduré au-delà du 11 mai et même si l'activité a pu redémarrer progressivement dès avril, avec notamment la parution du guide OPPBTP, la reprise n'a été que partielle et graduelle. Ainsi, les entreprises artisanales déclarent que leur capacité de production n'est encore qu'à 85% début juillet (pour rappel à la fin du premier trimestre, 80% des entreprises de l'artisanat du bâtiment étaient à l'arrêt).

La crise du Covid-19 provoque un choc inédit bien supérieur à celui de la crise de 2009. L'artisanat du bâtiment recule de 24% au deuxième trimestre par rapport au même trimestre de l'année précédente. Cet effondrement concerne la construction neuve et l'entretien-amélioration. Le volume d'activité des entreprises artisanales en entretien-amélioration chute très lourdement au cours du deuxième trimestre 2020, s'établissant ainsi à -25% après -10,5% au 1^{er} trimestre. Si la reprise d'activité est effective début juillet, elle est pour autant subordonnée à la confiance des ménages et à l'évolution du taux de chômage qui pourraient impacter les travaux et le nombre des transactions, lesquelles pourraient chuter de 25% en 2020.

L'activité en construction neuve qui subit une contraction de 22% après 14% au 1^{er} trimestre, est gravement touchée, mais légèrement moins que l'entretien-amélioration. Sur les douze derniers mois à fin mai 2020, 409 600 logements neufs ont été autorisés à la construction, soit 39 600 de moins que dans les douze mois précédents (-8,8%). Dans le même temps, 368 800 logements ont été mis en chantier, soit 41 700 de moins (-10,2%) que dans les douze mois précédents.

L'ensemble des corps de métiers est affecté par le recul de l'activité. L'aménagement décoration plâtrerie constitue le corps de métier le plus impacté (-28% par rapport au second trimestre 2019). À l'inverse, la maçonnerie affiche le recul le moins important (-19%).

Au niveau régional, la baisse d'activité est comprise entre -21 et -30%. L'Île-de-France enregistre le recul le plus fort avec -30%, suivie des Hauts-de-France (-25%). La dégradation est un peu plus limitée sur la façade Atlantique (Bretagne, Pays-de-la-Loire et

Nouvelle Aquitaine), ainsi que dans le Grand-Est, en Bourgogne Franche-Comté et en Occitanie. Les carnets de commandes représentent 65 jours de travail en moyenne (contre 74 jours un an plus tôt soit 9 jours de moins) et tendent à se stabiliser par rapport au premier trimestre, notamment en entretien-amélioration.

Ce sont en majorité les chantiers en site inoccupé et avec une moindre coactivité qui ont d'abord été réalisés. L'activité commerciale des entreprises ayant été au point mort durant le confinement, les carnets de commandes vont prendre quelques semaines, voire quelques mois, avant de se reconstituer, sous réserve toutefois d'absence de deuxième vague et d'une baisse limitée du pouvoir d'achat.

60% des professionnels font état d'une détérioration de leur trésorerie au 2^e trimestre 2020 (contre 11% au 2^e trimestre 2019 soit 49 points d'écart) alors que dans le même temps 1% déclarent une amélioration (contre 15% au 2^e trimestre 2019). En juillet 2020, le montant moyen des besoins de trésorerie augmente puisqu'il atteint 23 000€ (contre 22 000€ un an auparavant). De nombreuses entreprises ont ainsi fait des demandes de Prêt garanti par l'État (PGE) durant cette période.

41% des professionnels font état d'une baisse de leurs marges au 2^e trimestre 2020 (contre 12% au 2^e trimestre 2019 soit 29 points d'écart) alors que dans le même temps 1% déclarent une amélioration (contre 10% au 2^e trimestre 2019). En effet, la crise du Covid a engendré des surcoûts de travaux qui pèsent sur l'économie des marchés et qui résultent de la coactivité (le plus important), de la désinfection des équipements et des outils des chantiers, et dans une moindre mesure, de la fourniture des équipements de protection individuels (EPI). Les surcoûts sont plus élevés en rénovation notamment en site occupé. Même si les entreprises

bénéficieront d'un effet d'expérience à terme qui leur permettra de mieux maîtriser ces surcoûts, aujourd'hui, elles sont 88% à en supporter l'intégralité. Quant à l'emploi dans l'artisanat de la construction, il a continué de progresser avec une hausse de 1,4% sur 12 mois (+9 900 emplois). Cependant, il a amorcé un fort ralentissement au 1^{er} trimestre 2020 (-0,6% entre le 4^e trimestre 2019 et le 1^{er} trimestre 2020). En juillet 2020, 96% des entreprises de l'artisanat du bâtiment espèrent maintenir l'emploi à son niveau actuel au second semestre 2020 (contre 81% au second semestre 2019). 4% des entreprises pensent embaucher des salariés supplémentaires (contre 13% un an auparavant). 2% des chefs d'entreprise envisagent de licencier ou de ne pas renouveler les contrats au second semestre 2020 (contre 6% un an auparavant). Le recours au chômage partiel a permis aux entreprises de conserver leurs salariés et ainsi de favoriser le redémarrage de l'activité, les entreprises étant soucieuses de pérenniser l'emploi pour le second semestre.

Si l'artisanat du bâtiment redémarre, il reste néanmoins freiné par des problèmes d'approvisionnement (pour 31% des entreprises artisanales), mais aussi par le refus d'une partie de la clientèle privée d'engager des travaux (pour 20% des entreprises artisanales) et enfin par les difficultés à appliquer le guide de l'OPPBT (pour 15% des entreprises artisanales). Ainsi, même si les entreprises déclarent vouloir conserver leurs salariés au second semestre, le choc de la crise du Covid-19 risque d'entraîner une contraction d'au moins 15% de l'activité et des pertes d'emplois importantes sur l'année 2020. Cette situation sera subordonnée à l'évolution de l'état sanitaire et de l'économie du pays.

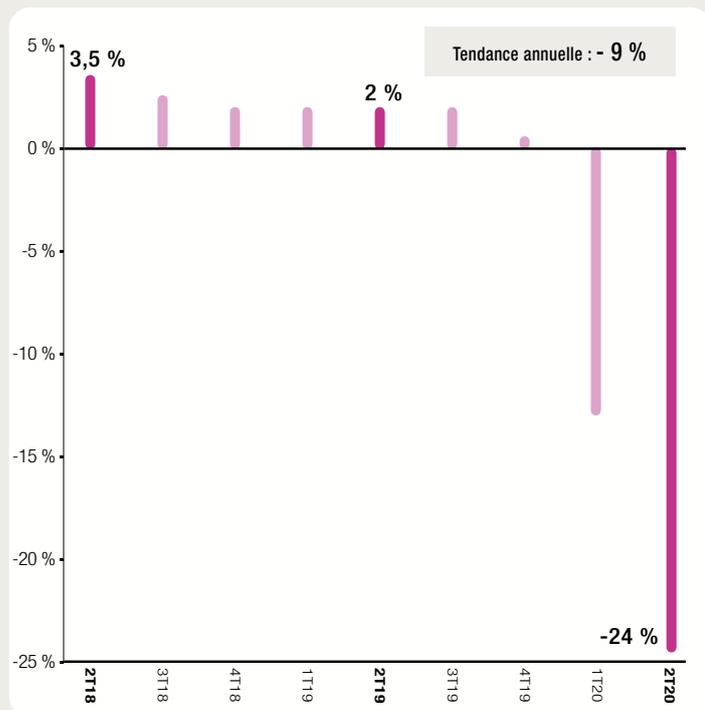
VOLUME D'ACTIVITÉ

Poursuite de la chute d'activité

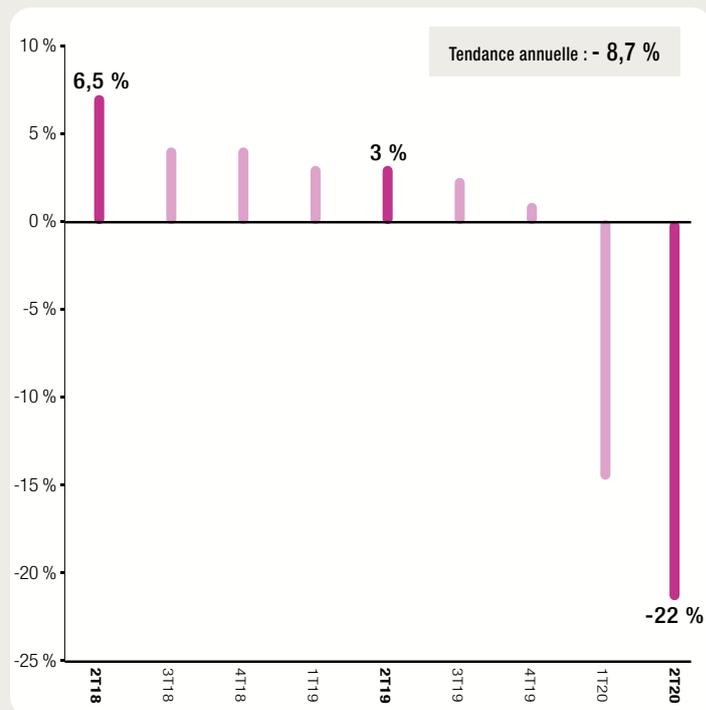
Le volume d'activité des artisans du bâtiment s'effondre avec un recul de 24 % au 2^e trimestre 2020 (par rapport au même trimestre de l'année précédente). L'activité en construction neuve chute fortement à - 22 % au deuxième trimestre 2020 après -14 % au 1^{er} trimestre 2020. Le recul est encore plus

significatif en entretien rénovation qui baisse de 25 % après 10,5 % au 1^{er} trimestre 2020. Dans le même temps, les travaux d'Amélioration de Performance Énergétique du Logement régressent de 27 % sur la même période (comme au même trimestre de l'année précédente).

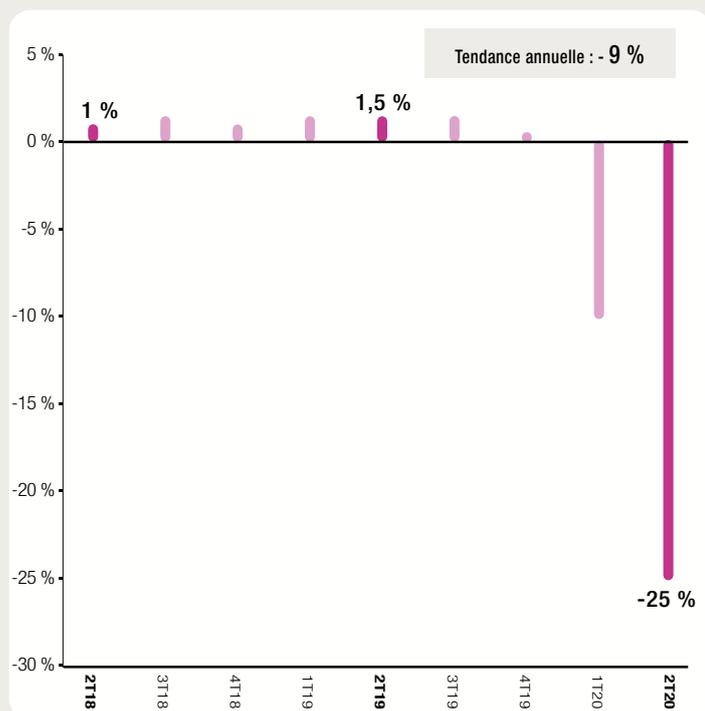
Activité globale



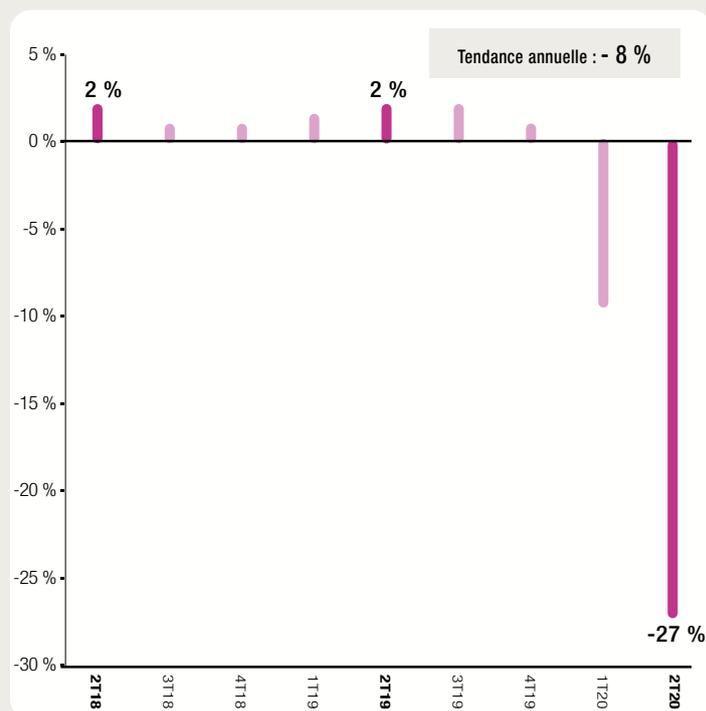
Construction neuve



Entretien-rénovation (incluant les travaux de performance énergétique)



Travaux d'Amélioration de Performance Énergétique du Logement (APEL)

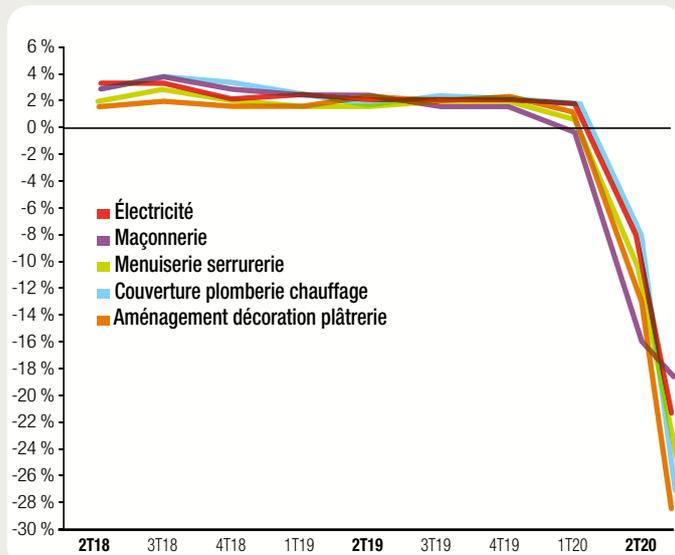


Source : CAPEB - I+C/Xerfi, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR CORPS DE MÉTIERS

Recul de l'activité pour l'ensemble des métiers

Au cours du deuxième trimestre 2020, le recul compris entre -19 et -28 % est très important pour l'ensemble des corps de métiers. L'aménagement décoration plâtrerie est l'activité la plus impactée avec un recul de 28 %. Les travaux de couverture plomberie chauffage reculent de 27 %, le menuiserie serrurerie de 26 %, l'électricité de 23 % tandis que la maçonnerie enregistre une baisse d'activité de 19 %.

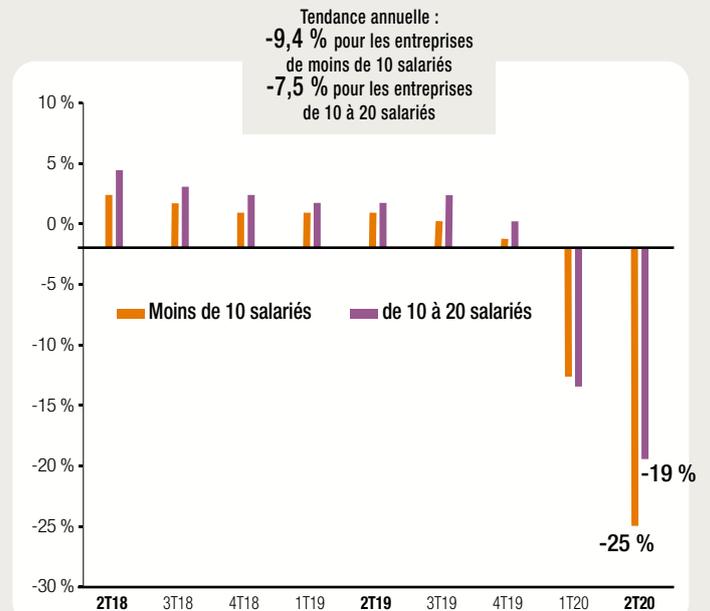


Source : CAPEB – I+C/Xerfi, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Repli massif de l'activité quelle que soit la taille des entreprises

L'activité des entreprises artisanales se replie massivement. Toutefois, la baisse est nettement plus marquée pour celles de moins de 20 salariés : -25 % au deuxième trimestre (par rapport au même trimestre de l'année précédente) contre -19 % pour les entreprises employant de 10 à 20 salariés.



Source : CAPEB – I+C/Xerfi, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR RÉGION

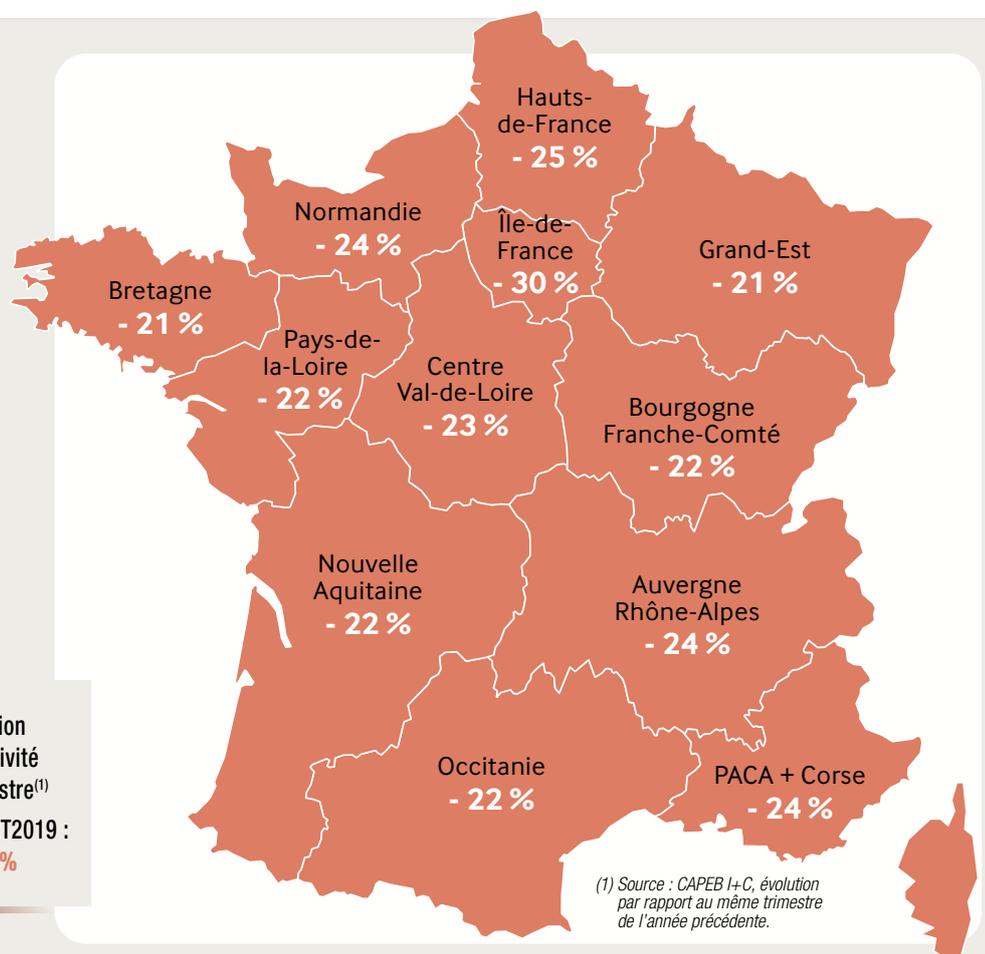
L'activité subit une nouvelle baisse marquée dans l'ensemble des régions comprise entre -14 et -10 % au cours du premier trimestre 2020.

La chute d'activité est davantage marquée pour les entreprises artisanales implantées en Île-de-France (-30 %), suivies des Hauts-de-France (-25 %).

Les régions Normandie, Auvergne Rhône-Alpes et PACA affichent une évolution conforme à la moyenne nationale (-24 %).

La baisse d'activité est un peu plus limitée sur la façade atlantique (-21 % en Bretagne, -22 % pour les Pays-de-la-Loire et en Nouvelle Aquitaine) ainsi que dans le Grand-Est (-21 %) en Bourgogne Franche-Comté (-22 %) et en Occitanie (-22 %).

Situation de l'activité du trimestre⁽¹⁾
2T2020 / 2T2019 :
- 24 %



(1) Source : CAPEB I+C, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

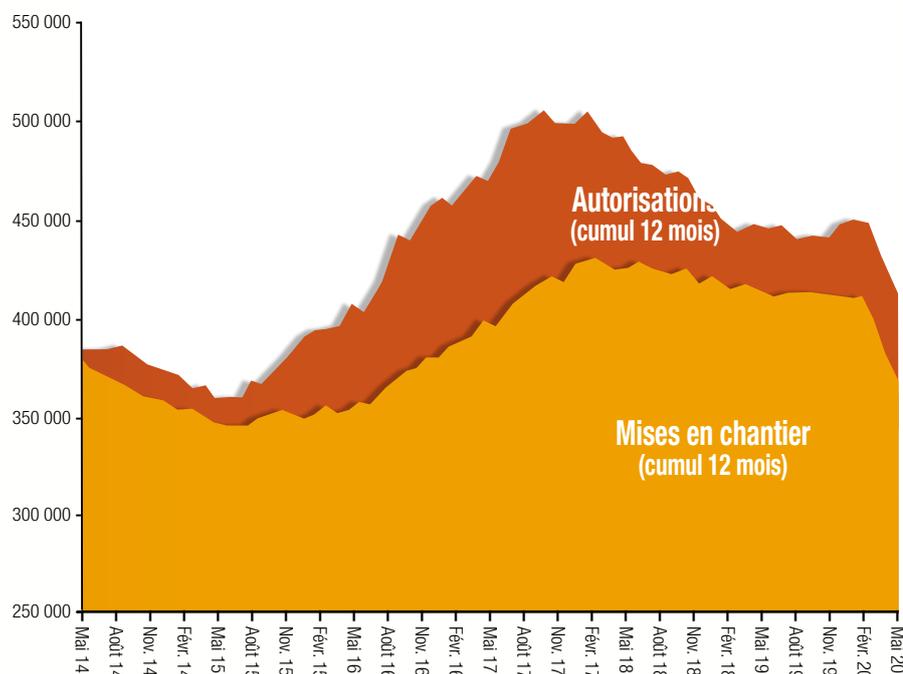
NEUF : AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS

Les mises en chantier

En un an, de juin 2019 à mai 2020, 409 600 logements ont été autorisés à la construction, soit 39 600 de moins que dans les douze mois précédents (- 8,8 %).

Dans le même temps, 368 800 logements ont été mis en chantier, soit 41 700 de moins (-10,2 %) que dans les douze mois précédents.

Les logements collectifs et individuels groupés sont particulièrement touchés.



Type de logements autorisés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin mai 2020)

Variation (juin 2019 à mai 2020 / juin 2018 à mai 2019)

| | | |
|------------------------|----------------|---------------|
| Individuels purs | 125 400 | -3,7 % |
| Individuels groupés | 45 300 | -6,8 % |
| Collectifs | 204 200 | -12,9 % |
| Logements en résidence | 34 700 | - 3,4 % |
| Total | 409 600 | -8,8 % |

Type de logements commencés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin mai 2020)

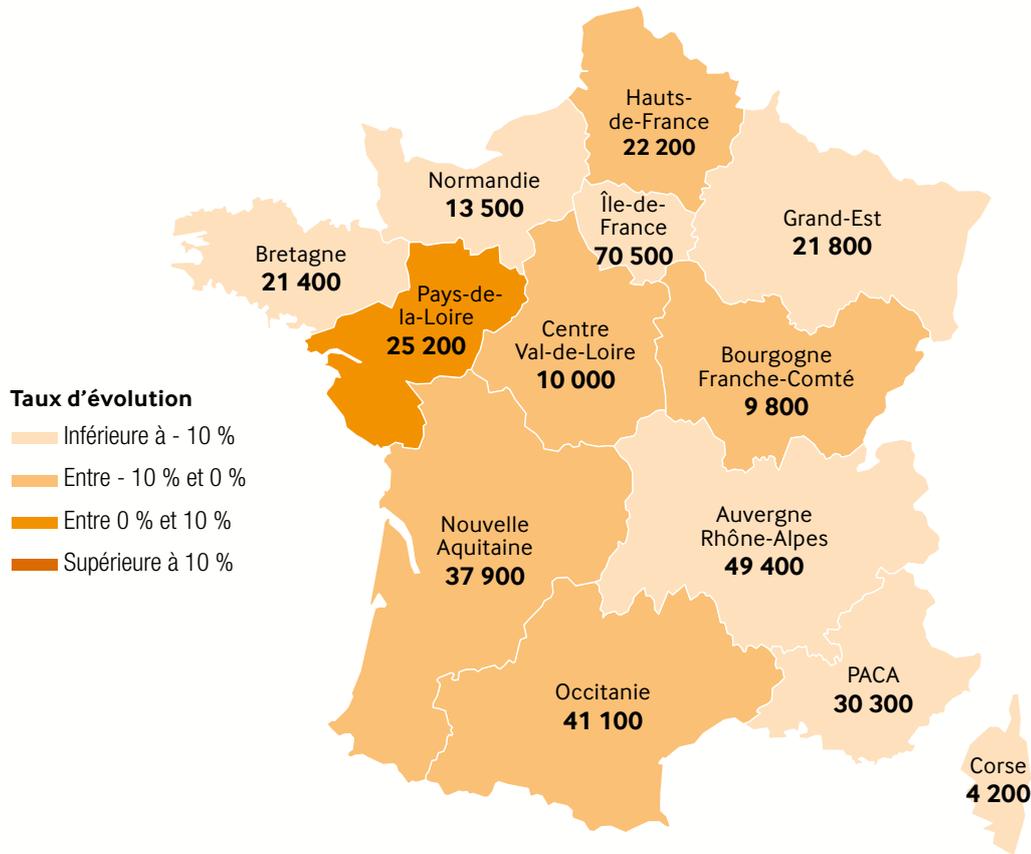
Variation (juin 2019 à mai 2020 / juin 2018 à mai 2019)

| | | |
|------------------------|----------------|----------------|
| Individuels purs | 107 100 | -10,3 % |
| Individuels groupés | 37 300 | - 11,7 % |
| Collectifs | 196 400 | -10,0 % |
| Logements en résidence | 28 100 | -8,4 % |
| Total | 368 800 | -10,2 % |

Source : MEEM (en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles. Cette publication présente les estimations d'autorisations de constructions et de mises en chantier de logements de mars à mai 2020. Le confinement a soudainement ralenti à la fois les demandes de permis de construire, l'instruction de ces demandes et les mises en chantier. Dans ce contexte, les estimations présentées dans cette publication et dans les prochains mois restent fragiles et pourront donner lieu à des révisions plus importantes qu'habituellement.

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS PAR RÉGION

LOGEMENTS COMMENCÉS (JUN 2019 À MAI 2020)



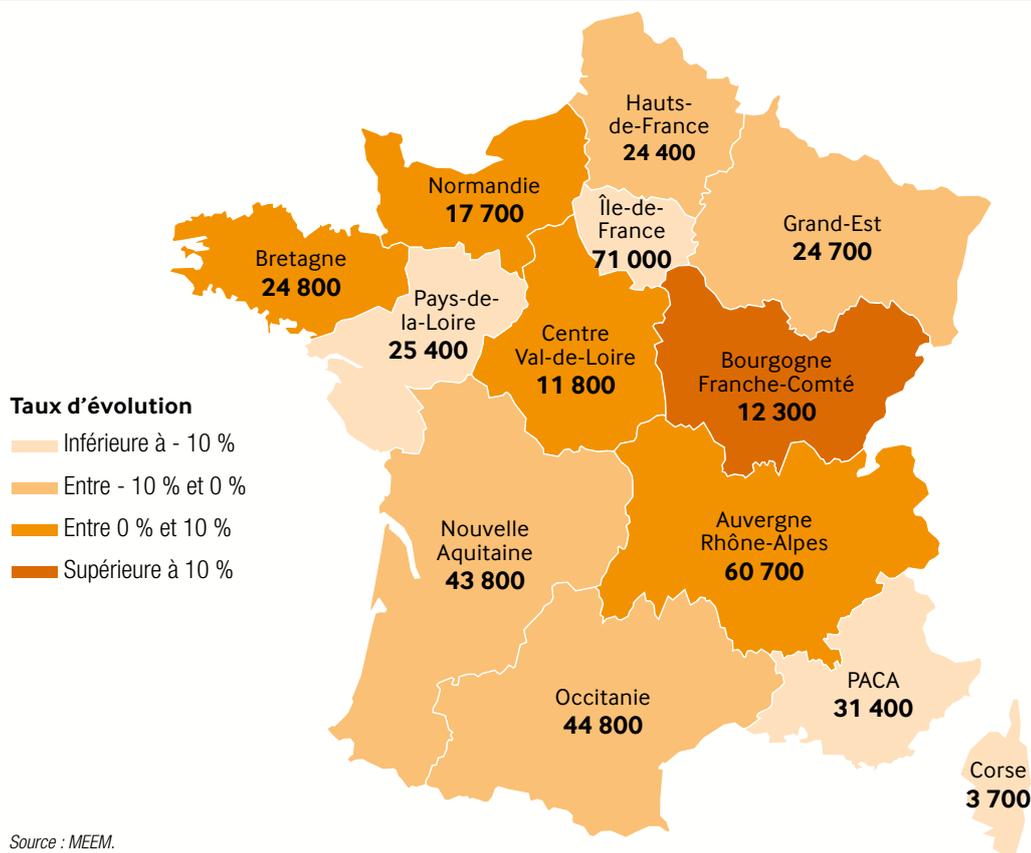
Au niveau national, le nombre de logements commencés, cumulés sur douze mois (de mai 2019 à juin 2020), a reculé de 10,2 % (par rapport à la même période l'année précédente), soit 368 800 logements commencés.

Les mises en chantiers ont reculé dans l'ensemble des régions sauf en Pays-de-la-Loire qui enregistre une légère hausse de 1,1 %.

Le recul enregistré dans les régions est particulièrement marqué puisqu'il est supérieur à - 10 % dans plus de la moitié des régions (Bretagne, Normandie, Île-de-France, Grand-Est, Auvergne Rhône Alpes, PACA et Corse).

Grille de lecture : dans la région Grand-Est le nombre de logements mis en chantier cumulés sur une période d'un an, allant de juin 2019 à mai 2020, a enregistré une baisse de plus de - 10 % par rapport à la même période un an auparavant (juin 2018 à mai 2019). Ainsi à la fin mai 2020, le cumul sur un an de logements mis en chantier s'établissait à 21 800.

LOGEMENTS AUTORISÉS (JUN 2019 À MAI 2020)



Au niveau national, les permis de construire affichent un recul de 10,2 % au cours des 12 derniers mois (de juin 2019 à mai 2020 par rapport à la même période de l'année précédente), soit 368 800 autorisations.

Le nombre de permis a baissé dans plus de 60 % des régions (Pays-de-la-Loire, Hauts-de-France, Grand-Est, Île-de-France, PACA, Corse, Occitanie, Nouvelle Aquitaine).

À l'inverse la Bretagne, la Normandie, le Centre Val-de-Loire, la Bourgogne Franche-Comté, Auvergne Rhône Alpes affichent une progression des autorisations au cours des 12 derniers mois.

Grille de lecture : dans la région Grand-Est, le nombre de permis de construire cumulés sur une période d'un an, allant de juin 2019 à mai 2020, a enregistré une baisse comprise entre -10 % et 0 % par rapport à la même période un an auparavant (juin 2018 à mai 2019). Ainsi à la fin janvier 2020, le cumul sur un an de permis de construire s'établissait à 24 700.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un solde d'opinions toujours plus bas

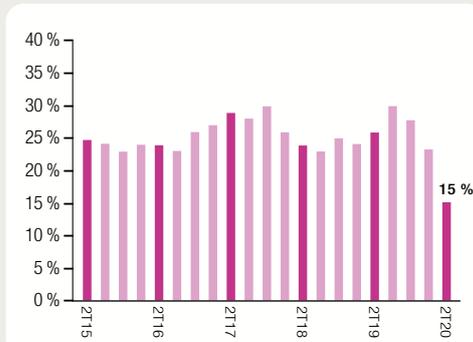
58 % des entreprises enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires réalisé pour le compte des collectivités locales tandis que 3 % constatent une hausse (soit un solde de - 55 points contre - 5,4 en moyenne sur longue période).



Source : CAPEB – I+C/Xerfi, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en rose : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

15 % des entreprises travaillent pour les collectivités territoriales

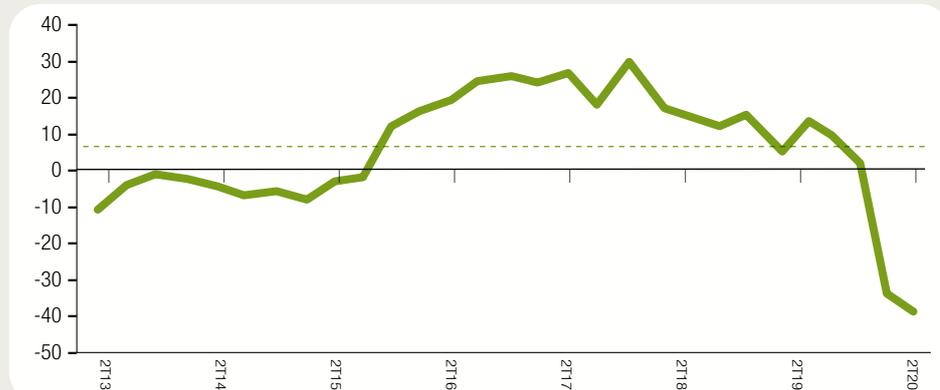
15 % des entreprises ont réalisé des travaux pour le compte des collectivités locales au deuxième trimestre 2020.



SOUS-TRAITANCE

Un solde d'opinions qui poursuit et accentue sa baisse

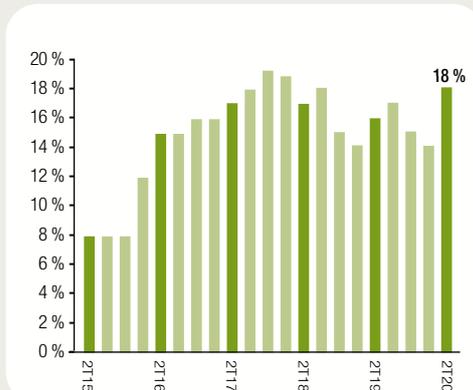
44 % des entreprises notent une baisse de leur activité réalisée en sous-traitance tandis que 4 % constatent une progression. Le solde d'opinions s'établit à - 40 points (la moyenne à long terme étant de 6 points).



Source : CAPEB – I+C/Xerfi, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en vert : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

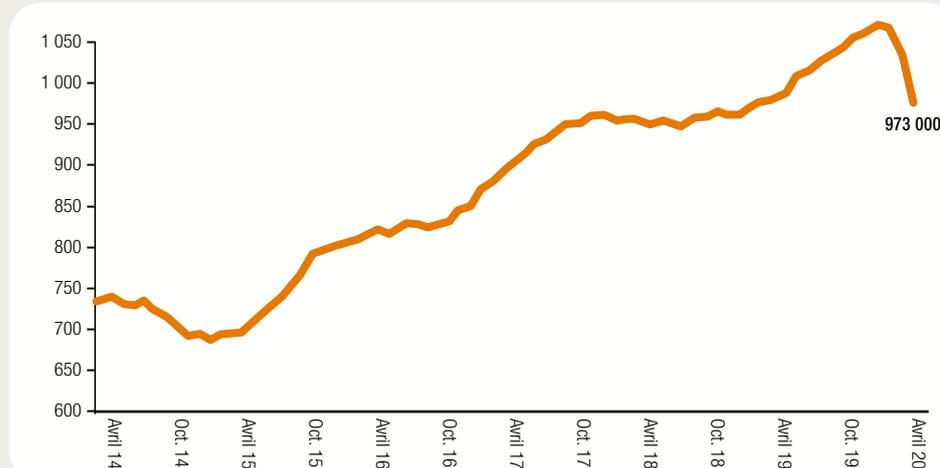
18 % des entreprises en sous-traitance

18 % des entreprises réalisent des travaux en sous-traitance.



ANCIEN : VENTES DE LOGEMENTS

Nombre de ventes de logements anciens cumulé sur les douze derniers mois



Source : CGEDD d'après DGFiP (MEDOC) et bases notariales.

973 000 logements anciens vendus

En avril 2020, on totalise 973 000 ventes de logements anciens (en cumul sur 12 mois), soit une baisse 1 % sur un an.

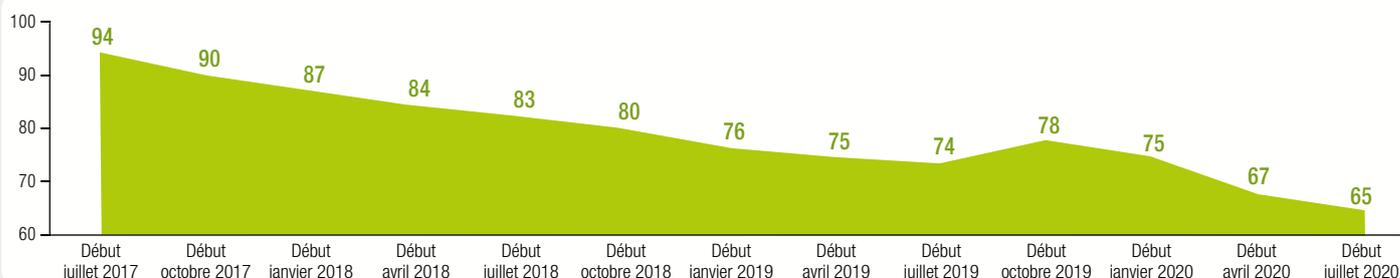
COMMANDES

CARNETS DE COMMANDES

Le nombre de jours des carnets de commandes baisse

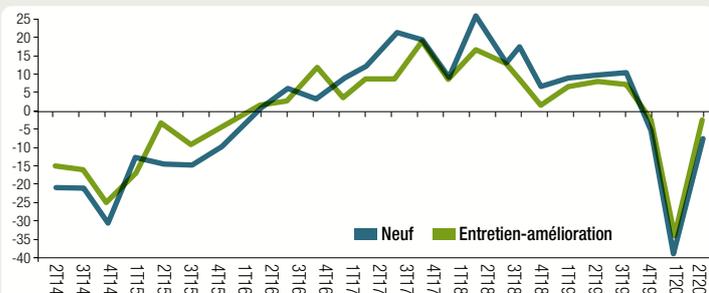
Les carnets de commandes représentent 65 jours de travail au 2^e trimestre 2020 (soit 9 jours de moins qu'un an auparavant, et 2 jours de moins qu'au trimestre précédent).

Évolution des carnets de commandes en nombre de jours



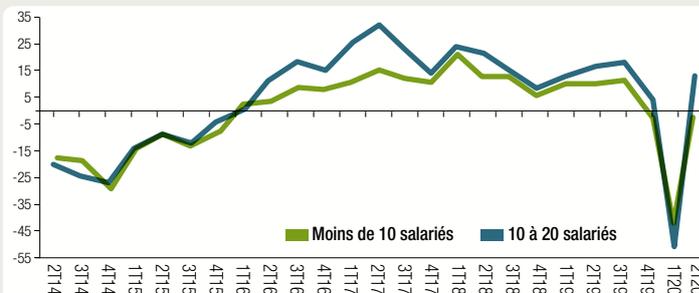
Source : CAPEB – I+C/Xerfi.

Neuf / Entretien-amélioration



Source : CAPEB – I+C/Xerfi, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

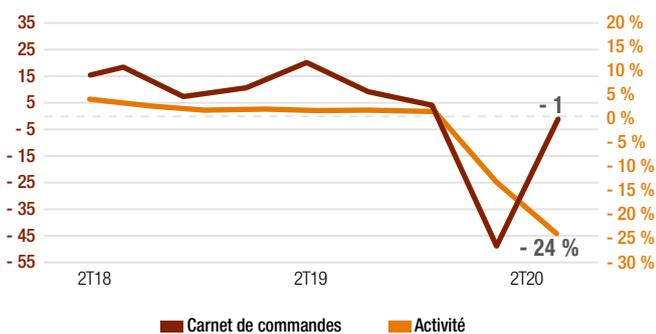
Moins de 10 salariés / 10 à 20 salariés



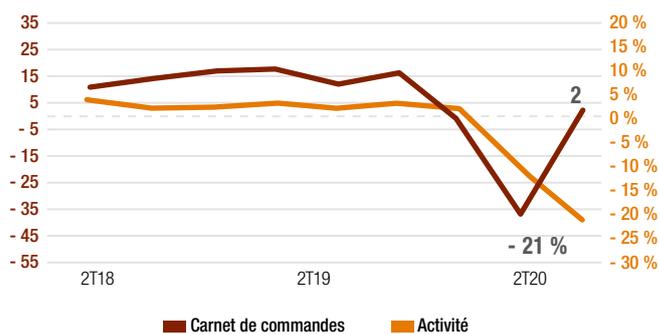
Source : CAPEB – I+C/Xerfi, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGIONS

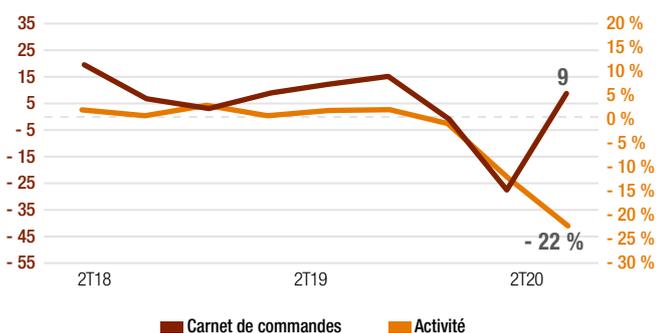
Auvergne Rhône-Alpes



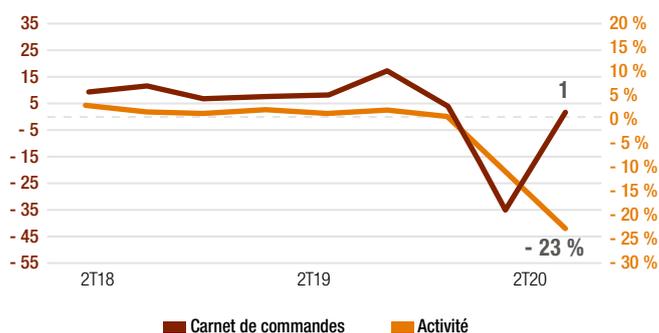
Bretagne



Bourgogne Franche-Comté

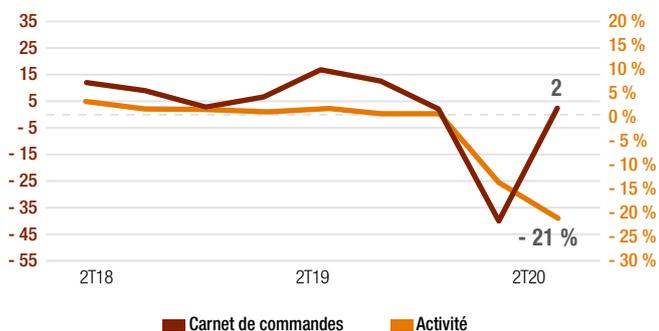


Centre Val-de-Loire

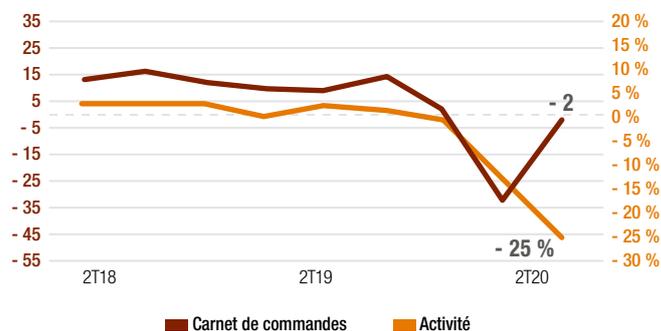


CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGIONS

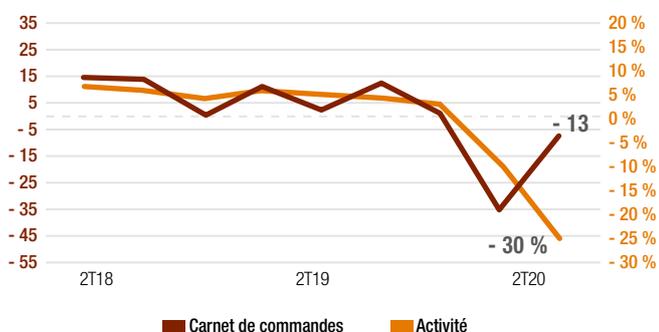
Grand-Est



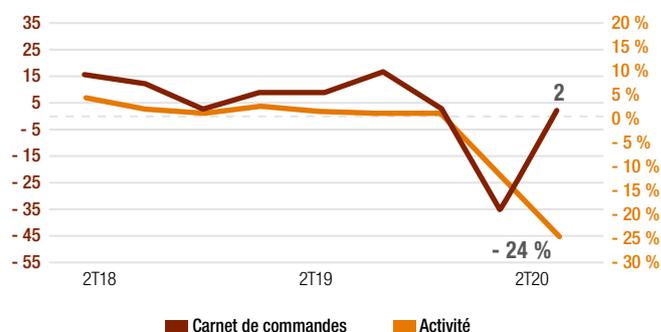
Hauts-de-France



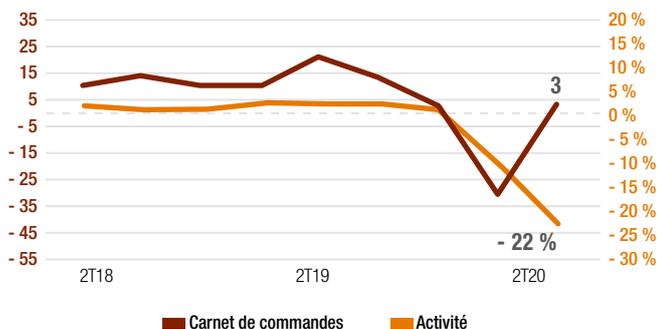
Île-de-France



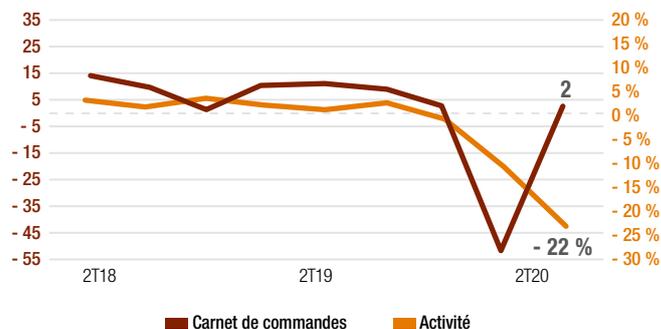
Normandie



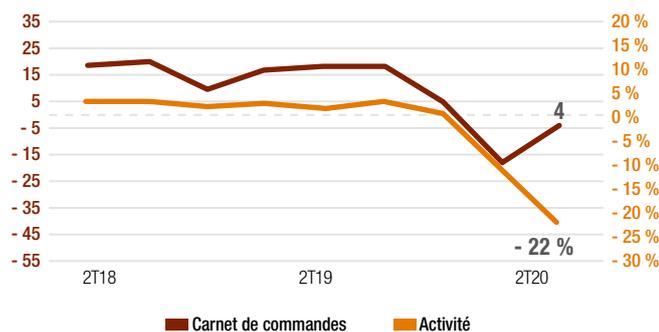
Nouvelle Aquitaine



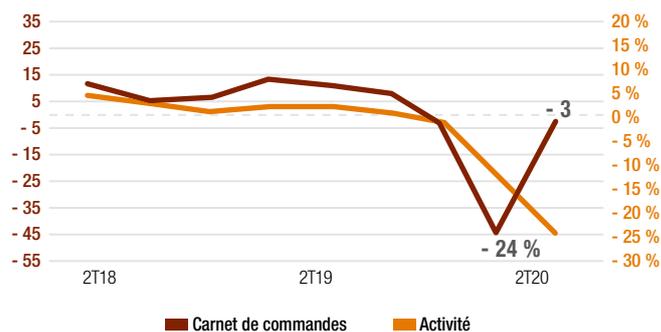
Occitanie



Pays-de-la-Loire



Provence-Alpes-Côte-d'Azur - Corse



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au même trimestre de l'année précédente (en jaune : activité et en rouge : solde d'opinions sur les carnets de commandes).

PRIX ET COÛTS

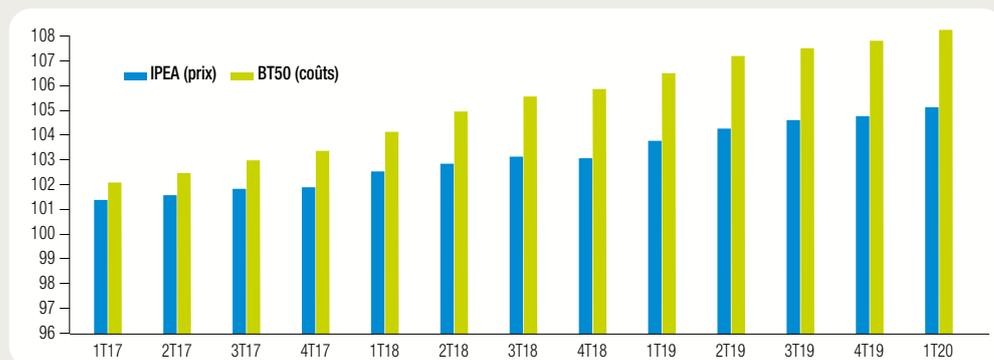
ENTRETIEN-AMÉLIORATION DU LOGEMENT : COÛT ET PRIX DES TRAVAUX

Des prix qui continuent d'augmenter moins rapidement que les coûts

Au 1^{er} trimestre 2020, les prix augmentent de +1,2 % (par rapport au même trimestre l'année précédente), en parallèle, les coûts augmentent de +1,5 % sur la même période.

Les hausses des prix concernent l'ensemble des types de travaux notamment les travaux de couverture (+1,8 %) et de plâtrerie (+1,6 %).

Évolution comparée des prix et des coûts



Source : MEEM ET INSEE, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente – base 100 en 2015.

Évolution des prix par corps de métiers pour les bâtiments résidentiels et non résidentiels (1T2020/1T2019)

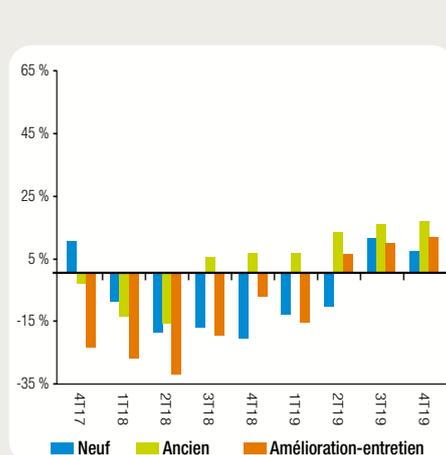
| Indice des prix des travaux d'entretien-amélioration (IPEA) | Évolution |
|---|-----------|
| 4321 - Installation électrique | + 1,2 % |
| 4322 - Plomberie, installation de chauffage et de conditionnement d'air | + 0,9 % |
| 4329 - Autres travaux d'installation | + 0,8 % |
| 4331 - Plâtrerie | + 1,6 % |
| 4332 - Menuiserie | + 1,4 % |
| 4333 - Revêtement des sols et des murs | + 0,9 % |
| 4334 - Peinture et vitrerie | + 1,3 % |
| 4391 - Couverture | + 1,8 % |
| 4399 - Autres travaux de construction spécialisés | + 1,4 % |

Source : INSEE et MEEM – À compter du 1^{er} trimestre 2018, les indices des prix des travaux d'entretien-amélioration des bâtiments (IPEA) sont publiés en référence 100 en 2015 et chaînés annuellement. Base indice.

CRÉDITS À L'HABITAT POUR LES PARTICULIERS

Des montants de crédits accordés encore en hausse

Les montants de crédits accordés pour l'achat d'un logement neuf progressent à nouveau de 8 % au 4^e trimestre 2019 (par rapport au même trimestre de l'année précédente). Les crédits destinés aux travaux d'entretien-amélioration progressent également de 12 % tout comme les crédits destinés à l'acquisition de logements anciens qui enregistrent une forte hausse de 23,6 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. Globalement, les montants de crédits accordés ont progressé de 19,2 % par rapport au 4^e trimestre 2019.



Source : Banque de France.

Évolution du taux d'épargne des ménages

Le taux d'épargne s'accroît fortement au 1^{er} trimestre 2020 et s'établit à 19,6 % après 15,1 % au quatrième trimestre 2019. Il s'explique notamment par une forte baisse de la consommation des ménages suite aux mesures de confinement du 17 mars.



Source : INSEE. Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le brut.

MÉMO

Indice des prix à la consommation

| Valeur en mai 2020 | Évolution annuelle (M/M-12) |
|--------------------|-----------------------------|
| 103,95 | + 0,1 % |

Indice du coût de la construction

| Valeur au 1T20 | Évolution annuelle (T/T-4) |
|----------------|----------------------------|
| 1 770 | + 2,43 % |

Indice de référence des loyers

| Valeur au 1T20 | Évolution annuelle (T/T-4) |
|----------------|----------------------------|
| 130,57 | + 0,92 % |

Source : INSEE, indice base 100 au 4^e trimestre 1998

INDEX BT

| Valeur en mars 2020 | Évolution annuelle (T/T-4) |
|---------------------|----------------------------|
| 114,7 | + 1,50 % |

Source : MEEM, publication au JO du 21/03/2020, base 100 en 2010

COURS DES MÉTAUX

Aluminium

| En dollars/tonne en mai 2020 | Évolution annuelle (M/M-12) |
|------------------------------|-----------------------------|
| 1 459,8 | - 17,7 % |

Cuivre

| En dollars/tonne en mai 2020 | Évolution annuelle (M/M-12) |
|------------------------------|-----------------------------|
| 5 233,8 | - 13,2 % |

Zinc

| En dollars/tonne en mai 2020 | Évolution annuelle (M/M-12) |
|------------------------------|-----------------------------|
| 1 970,4 | - 28,3 % |

PRIX DE VENTE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION*

Céramiques et mat. de const.

| Valeur en mai 2020 | Évolution annuelle (M/M-12) |
|--------------------|-----------------------------|
| 104,9* | + 0,5 % |

Béton prêt à l'emploi

| Valeur en mai 2020 | Évolution annuelle (M/M-12) |
|--------------------|-----------------------------|
| 103,9* | - 1,0 % |

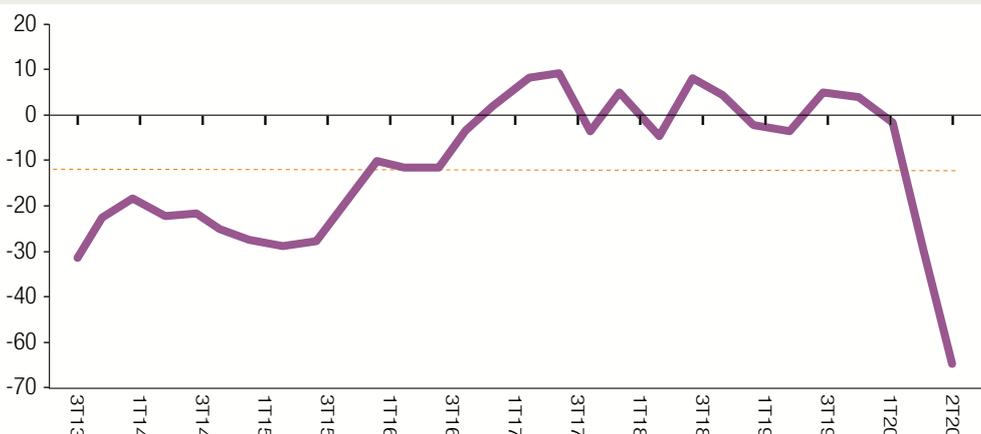
Produits sidérurgiques de base et ferroalliages

| Valeur en mai 2020 | Évolution annuelle (M/M-12) |
|--------------------|-----------------------------|
| 106,2* | - 4,7 % |

Source : INSEE, indice base 100 en 2015.

* Valeurs provisoires

BESOINS DE TRÉSORERIE

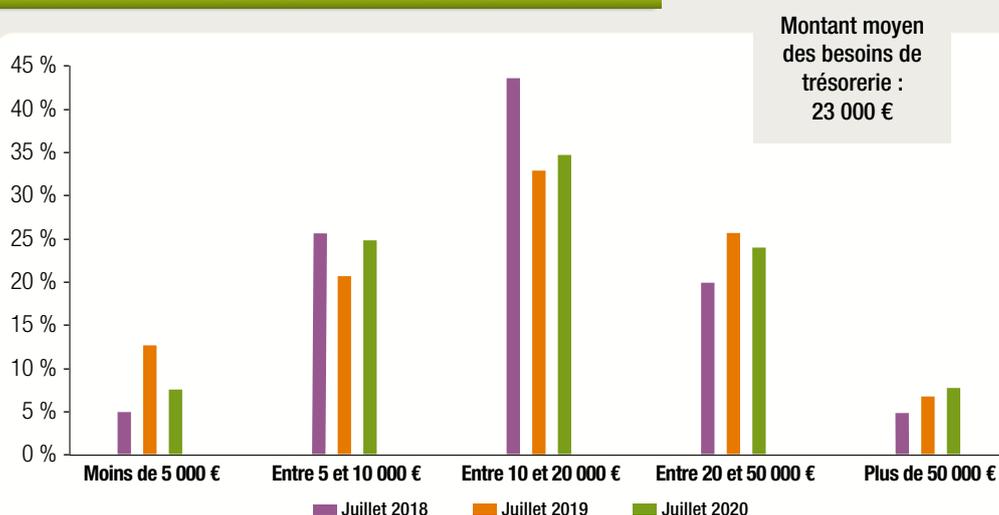


Source : CAPEB – I+C/Xerfi, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

Une trésorerie encore plus détériorée

Le solde d'opinions concernant la trésorerie s'établit à - 59 points (contre - 12,3 points pour la moyenne de long terme) avec 60 % des entreprises déclarant une détérioration de leur trésorerie et 1 % une amélioration.

RÉPARTITION DES BESOINS DE TRÉSORERIE



Source : CAPEB – I+C/Xerfi.

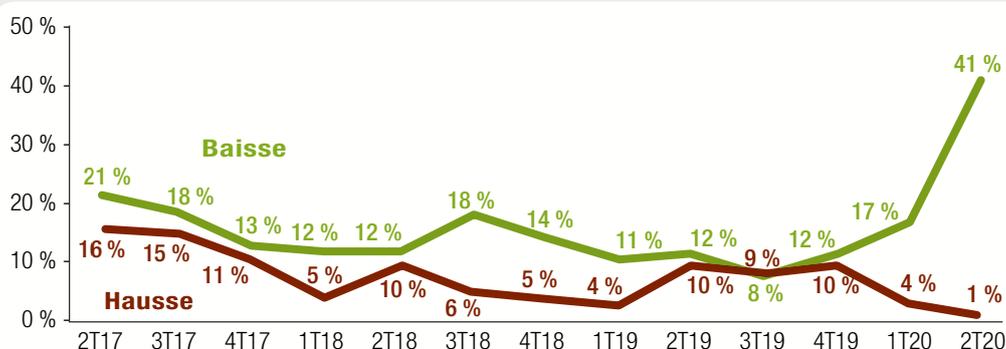
Les besoins de trésorerie augmentent

Au 2^e trimestre 2020, 30 % des entreprises font état de besoins de trésorerie (contre 18 % au même trimestre de l'année précédente), dont 67 % d'entre elles déclarent un besoin supérieur à 10 000 €.

Le montant moyen des besoins de trésorerie de ces entreprises atteint 23 000 € (contre 22 000 € un an auparavant).

ÉVOLUTION DES MARGES

% d'entreprises artisanales



Source : CAPEB – I+C/Xerfi, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

Au 1^{er} trimestre 2020, 41 % des entreprises déclarent une baisse des marges, contre 1 % une hausse, soit un solde d'opinions de - 40 points et en forte baisse par rapport au trimestre précédent (- 13 points).

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

Créations : + 4,4 %

Au 1^{er} trimestre 2020, 19 092 créations (y compris microentrepreneurs) ont été enregistrées dans le BTP (+ 4,4 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Source : INSEE.

Défaillances : - 29,8 %

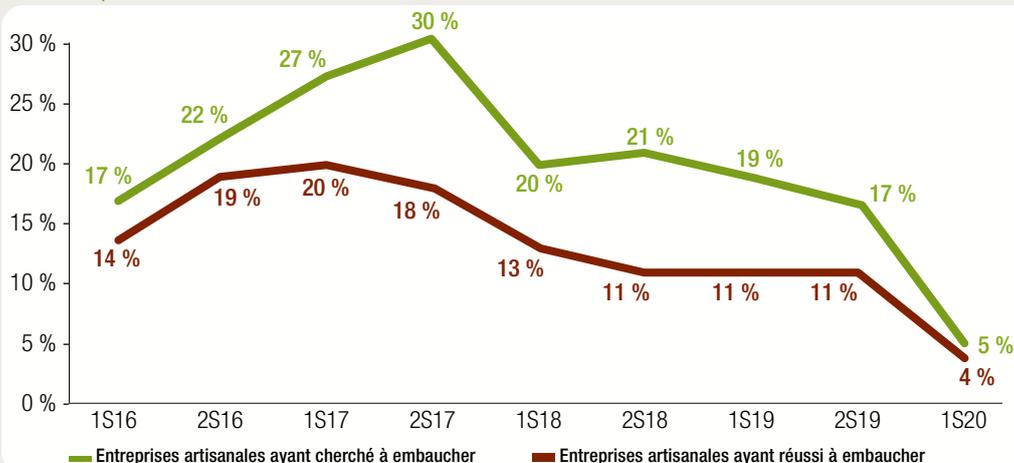
Au 1^{er} trimestre 2020, 1 925 défaillances d'entreprises ont été enregistrées dans la construction (- 29,82 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Source : Banque de France.

EMPLOI ET DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

LES EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

% d'entreprises artisanales

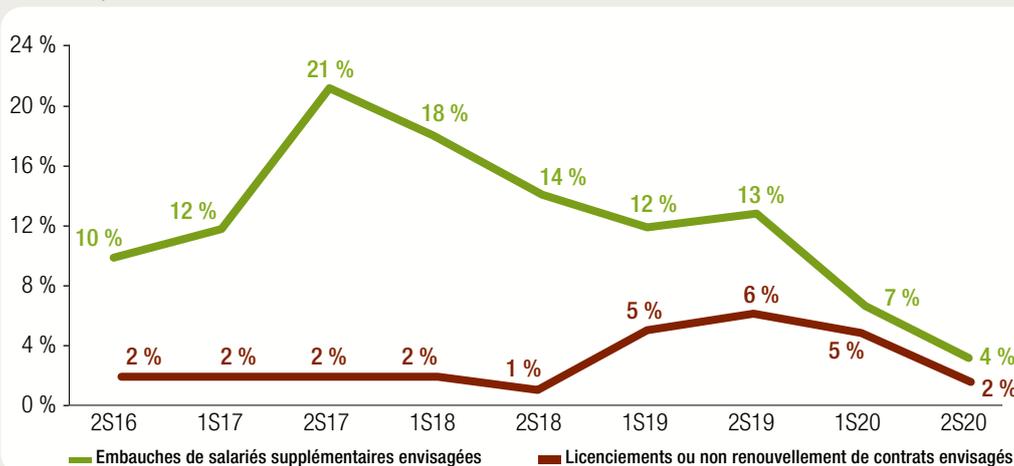


Source : CAPEB - I+C/Xerfi, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

5 % des entreprises artisanales ont cherché à embaucher au cours du premier semestre 2020 et 4 % y sont parvenues.

LES INTENTIONS D'EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

% d'entreprises artisanales



Source : CAPEB - I+C/Xerfi, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

En juillet 2020, le nombre d'entreprises souhaitant embaucher est encore légèrement supérieur au nombre d'entreprises envisageant de licencier ou de ne pas renouveler des contrats. 94 % des entreprises prévoient de maintenir l'emploi à son niveau actuel au second semestre 2020 (contre 81 % au second semestre 2018). 4 % des entreprises pensent embaucher des salariés supplémentaires (contre 13 % un an auparavant). Ces intentions d'embauche concernent aussi bien des remplacements (départ en retraite, CDD...) qu'un surcroît d'activité. 2 % des chefs d'entreprise envisagent de licencier ou de ne pas renouveler les contrats au second semestre 2020.

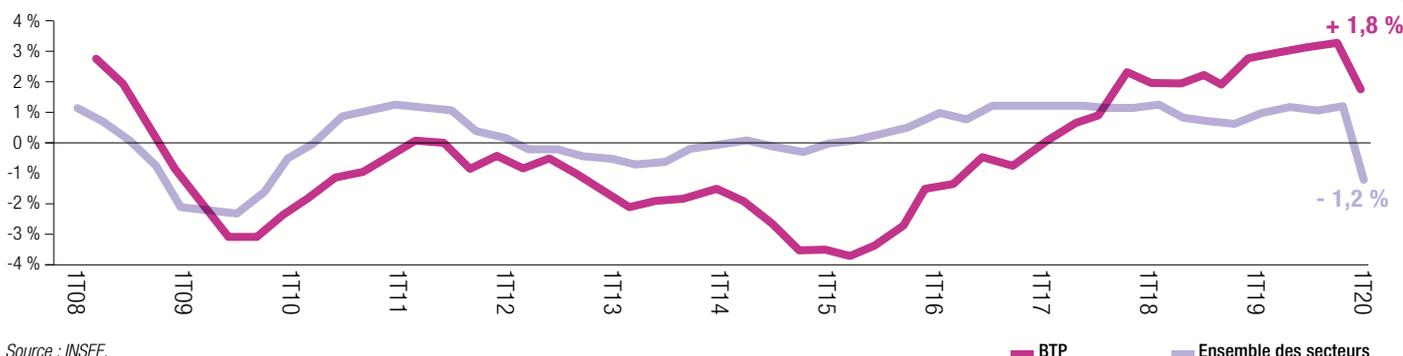
EMPLOI DANS LE BTP

Emploi salarié

L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 422 400 au 1T2020, soit + 1,8 % sur un an (contre - 1,2 % dans l'ensemble des secteurs). Toutefois l'emploi salarié décroît de 0,4% (- 5 600 emplois) au 1^{er} trimestre 2020. L'emploi dans ce secteur n'avait pas baissé depuis fin 2016. Néanmoins, du fait du dynamisme des trimestres précédents, l'emploi dans la construction demeure supérieur de 24 500 à son niveau un an plus tôt.

Emploi intérimaire

Au 1^{er} trimestre 2020, le secteur de la construction totalise près de 142 000 emplois intérimaires (emplois équivalents temps plein) contre 155 000 au même trimestre de l'année précédente. L'intérim est donc en baisse (- 9 %) par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le taux de recours à l'intérim (poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié total) s'établit à 9,1 %.



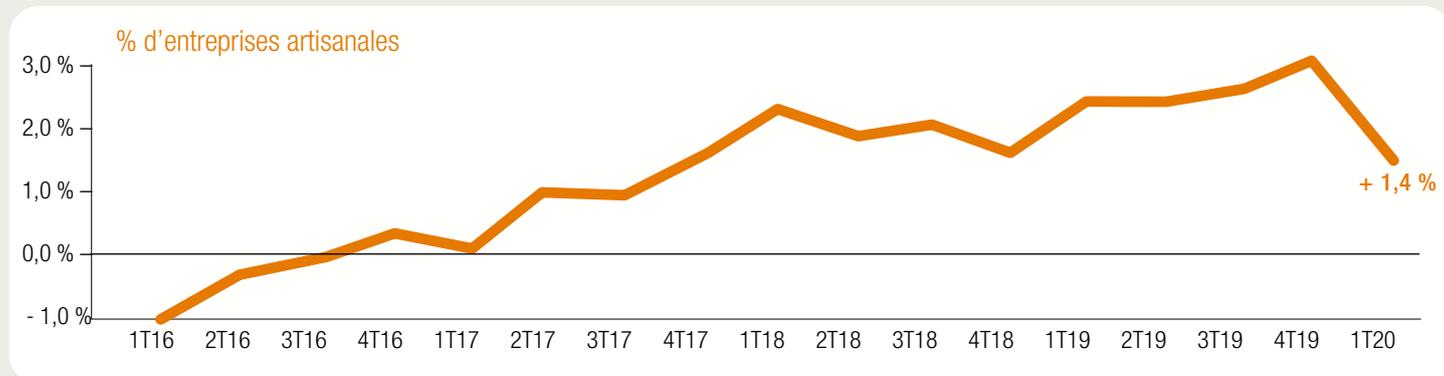
Source : INSEE.

■ BTP ■ Ensemble des secteurs

EMPLOI SALARIÉ DANS LES ENTREPRISES DU BTP DE MOINS DE 20 SALARIÉS

Évolution de l'emploi salarié dans les entreprises de moins de 20 salariés du BTP

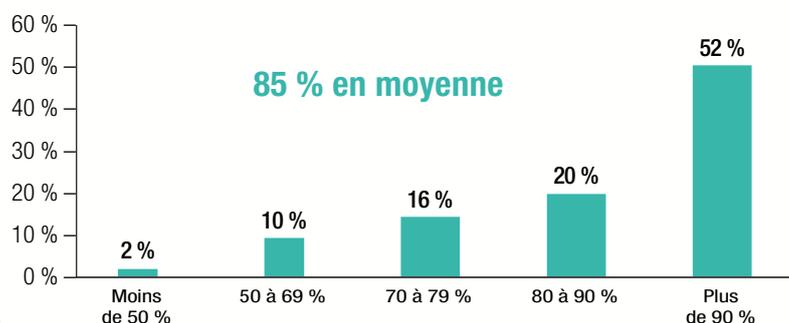
Au 1^{er} trimestre 2020, l'emploi dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés affiche une hausse de 1,4 % sur un an (+ 9 900 emplois). L'emploi salarié dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés s'établit à 733 875 au 1^{er} trimestre 2020 mais il amorce un fort ralentissement.



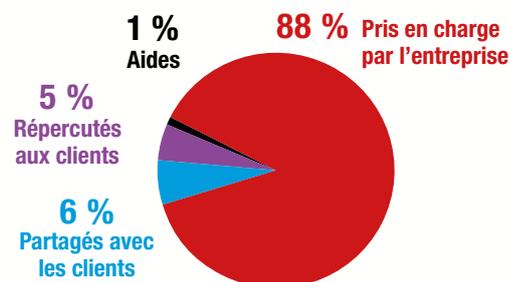
Source : ACOSS.

POINT COVID 19

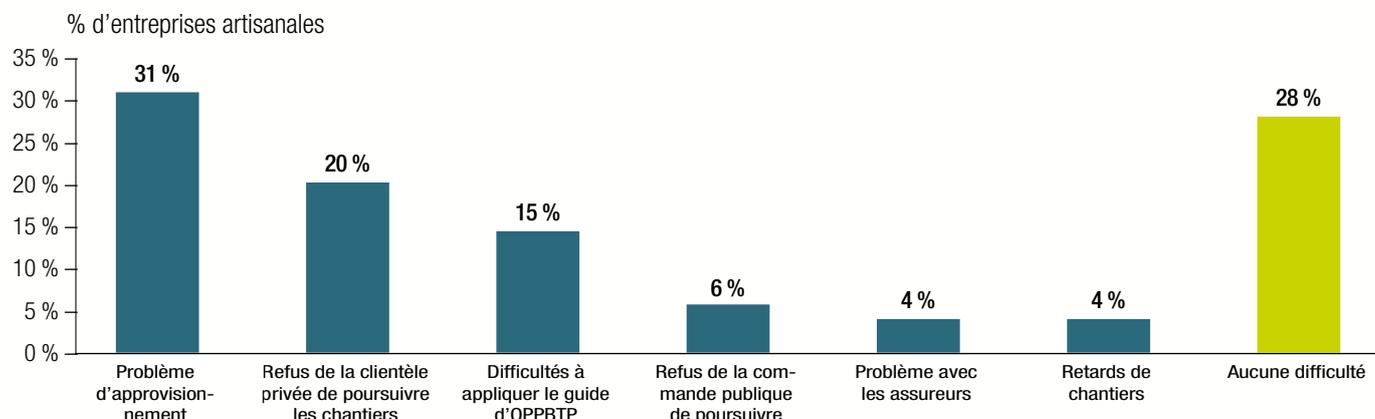
OPINION DES ARTISANS SUR L'UTILISATION DE LEURS CAPACITÉS DE PRODUCTION EN JUILLET



MODES DE TRAITEMENT ACTUEL DES SURCÔÛTS



PRINCIPALES DIFFICULTÉS DE REPRISE D'ACTIVITÉ



Crédit photo : iStockPhoto © 2020